

N°1948

du 14  
avril  
2026



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVENABLE ET DE STOCKAGE DE BATTERIES GRÂCE À AMEA POWER** (P.6)

Le Togo et 7 autres pays pour la phase 1

**PRIX À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES** (P.6)

Le taux d'inflation maintenu à 0,1% en mars

**PROGRAMME RÉGIONAL DE PRODUCTION INTÉGRÉE DU COTON EN AFRIQUE (PR-PICA)** (P.3)

La rencontre bilan de la saison 2025-2026 s'ouvre à Lomé

# MARQUAGE FISCAL SECURISÉ

## Dans la région Maritime, un taux de conformité de 33,12 %

P. 3

### EN PLUS...

#### SOCIÉTÉ

##### - PARIS SPORTIFS

Quand les mises prennent le dessus sur le jeu

##### - DES ACTIVITÉS DE INADES-FORMATION TOGO EN 2025

Près de 41.000 bénéficiaires directs, 4 millions de bénéficiaires indirects

#### ENVIRONNEMENT

##### FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les populations de plus en plus conscientes et en quête d'actions urgentes

#### AFRIQUE

##### MALGRÉ DES SYSTÈMES DE SANTÉ FRAGILES

Les jeunes en tête d'un classement mondial de santé mentale

#### SANTÉ

### L'HÉMOPHILIE

Trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, elle est célébrée le 17 avril

142.039 produits contrôlés dans 551 points de vente dans la région Maritime, du 2 au 11 février 2026 ; 47.896 produits déclarés conformes (33,12%) et 94.143 produits non conformes (66%). Ce 10 avril 2026 à Tsévié, chef-lieu de la région, la Commission chargée du suivi de la Solution automatique de marquage (SAM) a révélé les chiffres de l'évaluation effectuée par la mission de contrôle et de sensibilisation sur la réforme du marquage fiscal sécurisé obligatoire. Laquelle mission a vu, sur le terrain, de nombreux produits non marqués, des produits marqués mais non activés, des vignettes non conformes. Et elle parle d'une méconnaissance de la réforme par plusieurs opérateurs économiques, notamment sur le caractère obligatoire du marquage et les sanctions prévues en cas de non-respect...



Mme Yawa Dzigbodi TSEGAN, Commissaire général de l'OTR

## DANSE

## Ouvrir "Agbadja" au monde, une initiative de la Commune Golfe 1

L'Agbadja est une danse de réjouissance que des hommes et des femmes exécutent lors de fêtes populaires, des cérémonies et traditionnellement, lors de funérailles dans le sud du Ghana, du Bénin et du Togo. Au Togo, particulièrement, autrefois, exclusivité des Ewé, elle est désormais encrée dans pratiquement toutes les ethnies ; des groupes se forment un peu partout autour d'elle. D'où la nécessité de la rendre plus attrayante et bénéfique aux populations, c'est l'objectif que s'est assignée la commune Golfe 1 à travers des actions pérennes.

L'un des premiers actes pour réinventer ce patrimoine culturel a été la soirée de restitution organisée par la compagnie Tambours Majeurs de Bè (TAMA) le 5 avril dernier sous la direction du maire de la commune Golfe 1, le ministre Koamy Gbloekpo Gomado. En effet, TAMA a présenté le fruit de plusieurs mois de travail autour des chants et danses du Grand Bè à un public qui paraissait conquis par le rythme et la danse. Selon les organisateurs, il s'agit d'une version revisitée et contemporaine de

l'Agbadja qui a été servi quand des efforts continueront pour son amélioration continue. Sur scène,

Ainsi, la troupe TAMA a montré sur scène le double visage que porte aujourd'hui notre Agbadja national à savoir : la tradition et l'innovation. En termes de tradition, la majorité des chansons présentées de même que les rythmes y afférents ont ébloui le public qui y allait à satiété. Les paroles n'étaient pas du reste, car elles ressortent du quotidien du public avec des proverbes et des incantations qui

font références aux savoirs endogènes, en occurrence le Fâ. La modernité vient des rythmes qui font intervenir de nouveaux instruments de musique.

En gros, l'Agbadja, cette danse venue du Ghana dans la région de la Volta et pratiquée par le peuple Ewe, a tout son avenir au Togo où l'on veut donner une dimension internationale. Le chef d'orchestre Dick Jean-Claude rassure : " la sortie n'est qu'une restitution partielle. D'autres grands spectacles sont en prépara-



tion". Aussi la commune veut-elle que le cadre traditionnel soit dépassé pour pouvoir révéler tout le potentiel culturel et économique de ce rythme à l'opinion. Cela passe par la professionnalisation des acteurs et artistes, qu'ils soient musiciens, danseurs ou chanteurs, la création d'un cadre stratégique de communication, le soutien du public et autres.

En attendant, la commune Golfe 1 y travaille.

## CINÉMA

## Le Festival international du film du Togo, FIFTO 2026 s'ouvre ce 14 avril au CETEF

Dans une communication rendue publique par ses services, le ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts annonce le démarrage du Festival international du Film du Togo (FIFTO) 2026 ce mardi 14 avril 2026 à partir de 17 heures au Centre togolais des expositions et foires, CETEF.

Le Festival international du Film du Togo (FIFTO) est à sa 9ème édition et va durer 6 jours, jusqu'au samedi 18 avril 2026. Il s'inscrit dans une dynamique ambitieuse visant à faire du cinéma une véritable industrie culturelle et économique. Il œuvre à révéler le potentiel encore sous-exploité du cinéma togolais et africain, tout en se positionnant comme une plateforme stratégique de création, de diffusion et d'opportunités, aussi bien pour le marché national qu'international.

À travers cette nouvelle édition le FIFTO entend renforcer les échanges professionnels, encourager les coproductions, stimuler la formation des talents et favoriser la rencontre entre créateurs, producteurs, diffuseurs et investisseurs du secteur ci-



nématographique. Entre autres activités, il est prévu la signature d'un accord de coproduction entre le Togo et le Sénégal.

FIFTO 9 est placé sous le thème

"Racontar nos réalités : cinéma africain en langues locales et récits du quotidien", cette édition met à l'honneur justement le Sénégal en tant que pays invité.

## NÉCROLOGIE

## Lance Taylor dit Afrika Bambaataa, DJ américain, l'un des trois "pères créateurs" du hip-hop et fondateur de la Zulu Nation est mort à 68 ans, des suites d'un cancer

Afrika Bambaataa, nom de scène de Lance Taylor, né le 17 avril 1957 à New York et mort le 9 avril 2026 en Pennsylvanie, est un DJ américain, l'un des créateurs du mouvement hip-hop et le fondateur de la Zulu Nation. Considéré comme l'un des trois "pères fondateurs" du hip-hop pour avoir structuré le mouvement autour de la Universal Zulu Nation dans le Bronx, il a révolutionné la production musicale avec le titre Planet Rock, fusionnant les rythmes urbains et la musique électronique européenne de Kraftwerk. Cette innovation a instauré le genre electro-funk et a imposé l'usage de la boîte à rythmes Roland TR-808 comme standard industriel. Sa carrière est cependant indissociable de graves accusations d'agressions sexuelles sur mineurs, ayant conduit à son éviction de sa propre organisation en 2016. Son héritage est aujourd'hui marqué par cette dualité entre son rôle de pionnier culturel et les multiples poursuites judiciaires liées à ces faits présumés.

La vie de Lance Taylor, plus connu sous le nom d'Afrika Bambaataa reste en partie mystérieuse, voire énigmatique. Bambaataa fut un leader du gang des Black Spades, devint l'instigateur de l'art du DJing avant de se réinventer comme un missionnaire contre la violence en fondant la Zulu Nation.

Afrika Bambaataa est né à Manhattan, dans la ville de New York, NY. Selon certains écrits et articles biographiques, Afrika Bambaataa serait né en avril 1960 mais cette estimation ne concorde pas avec son parcours : s'il était né en 1960,



il aurait été membre des Black Spades à l'âge de neuf ans et en serait devenu un leader avant ses dix ans. L'année 1957 est donc plus plausible. Théorie confirmée par le fait que Bambaataa a célébré lors de sa jeunesse des fêtes d'anniversaire communes avec son ami DJ Kool Herc à la période de la mi-avril. La date de naissance de Herc est, contrairement à la sienne, certaine.

Bambaataa a grandi et fut élevé par une mère infirmière dans le Bronx-Est, plus exactement dans l'une des tours des Bronx River Projects à proximité des James Monroe Houses, un autre grand ensemble. Une partie de sa famille était constituée d'ardents militants et défenseurs de la cause noire, dont des membres des Black Muslims. Bambaataa Bunchinji, l'oncle d'Afrika, était quant à lui un nationaliste noir engagé. Dès son plus jeune âge, Bambaataa a ainsi été influencé par des idéologies politiques différentes, mais

toutes axées sur la recherche de la "liberté" des Noirs américains.

Lance Taylor avait gagné un voyage en Afrique alors qu'il était lycéen, il avait aussi vu le film Zulu (1964) qui l'avait impressionné en mettant en avant la solidarité du peuple zoulou. Il a choisi le pseudonyme "Afrika Bambaataa Aasim" d'après Bambatha kaMancinza (en), le chef zoulou ayant mené la rébellion de Bambatha dans le Natal en 1906.

En 1969, Afrika Bambaataa a douze ans. Les rues de Bronx River sont infestées par la criminalité et la délinquance. Par choix ou bien par nécessité, Bambaataa intègre le gang P.O.W.E.R ("People's Organization for War and Energetic Revolutionaries"). Il quitte ce dernier pour rejoindre celui des Black Spades (en) en français : "Piques noirs".

Son charisme et son don pour la parole lui permettent de se faire connaître et de devenir rapidement influent au sein de son gang mais aussi auprès d'autres groupes limitrophes. Bambaataa devient donc un "seigneur de la guerre" chargé d'accroître l'influence des Black Spades. À de nombreuses reprises, il pousse son clan à affronter les autres bandes rivales dans ce but. Les Spades deviennent lors de cette période l'organisation criminelle noire la plus étendue du Bronx. Mais à l'occasion de rixes particulièrement violentes, Afrika commence à se remettre en question.

En 1971, une trêve est signée entre les différents gangs du quartier de South

(suite à la page 6)

## SANTÉ

## L'HÉMOPHILIE

Trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, elle est célébrée le 17 avril

Chaque année, le 17 avril, est célébrée la Journée Mondiale de l'Hémophilie, avec pour objectifs de sensibiliser un large public aux réalités d'une maladie peu connue et de mobiliser le plus grand nombre en faveur de l'intégration des patients. Cette journée correspond à la date de naissance, en 1926, de Frank Schnabel, le Québécois fondateur de la Fédération Mondiale de l'Hémophilie.

Maurille AFERi

Cette année en prélude à la 158<sup>ème</sup> session du comité exécutif de l'OMS qui s'est tenue du 2 au 7 février 2026, à Genève (Suisse), la Fédération mondiale de l'hémophilie (FMH) a présenté une lettre au Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le but de soutenir l'adoption d'une résolution par l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) intitulée « Action mondiale pour favoriser l'équité en matière de soins de santé pour les personnes atteintes d'hémophilie et d'autres troubles de la coagulation ». Pour lecture voici le lien : <https://wfh.org/wp-content/uploads/2026/02/WFH-Open-Letter-to-WFH-DG-FR.pdf>

## Qu'est-ce que l'hémophilie

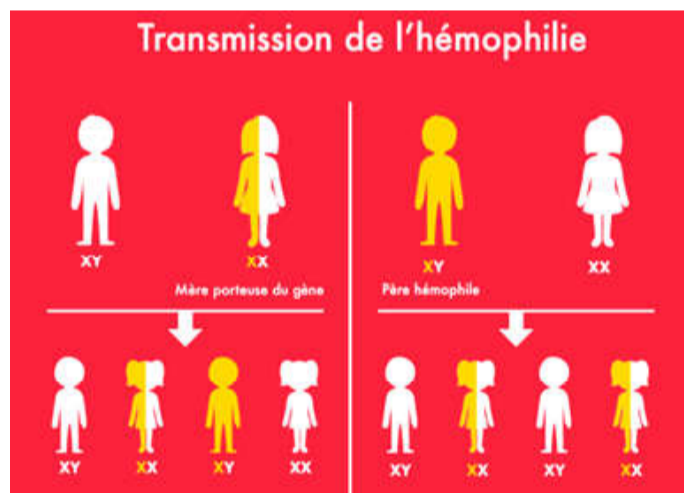
L'hémophilie est un trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, entraînant dans les cas graves un saignement incontrôlé, qui est soit spontané, soit lié à un traumatisme mineur. Bien qu'une personne atteinte d'hémophilie ne saigne pas plus ou plus vite qu'une personne non atteinte, elle saigne plus longtemps et les saignements récurrents peuvent entraîner une détérioration importante, notamment au niveau des articulations.

En tant que maladie héréditaire, l'hémophilie est transmise de façon récessive liée au chromosome X de parent à enfant, ce qui signifie que lorsque la mère transmet son chromosome X à son fils, il est obligatoirement atteint. Il est néanmoins possible pour les femmes d'être touchées par l'hémophilie (si le père est lui-même hémophile), même si c'est très rare, et moins connu. La plus grande partie de la population atteinte d'hémophilie est de sexe masculin.

## Quels sont les symptômes de l'hémophilie ?

Qu'il s'agisse de l'hémophilie A ou B, les symptômes sont les mêmes, à savoir :

- ecchymoses faciles ;



• saignement dans les muscles et les articulations, notamment les genoux, les coudes et les chevilles ;

• saignement spontané (saignement soudain à l'intérieur du corps sans raison précise) ;

• saignement prolongé après une coupure, une extraction dentaire ou une intervention chirurgicale ;

• saignement prolongé après un accident, en particulier après une blessure à la tête.

Tout saignement articulaire ou musculaire provoque :

• une gêne ou une « sensation bizarre » ;

• un gonflement et de la chaleur ;

• une douleur et une raideur ;

• une difficulté à se servir de l'articulation



ou du muscle.

Environ un tiers des femmes porteuses symptomatiques ont un taux de facteur de coagulation inférieur à 60 % de la normale et peuvent éprouver des saignements atypiques. Dans la plupart des cas, leurs symptômes sont les mêmes que ceux des hommes atteints d'hémophilie mineure. Viennent toutefois

s'ajouter d'autres symptômes propres aux femmes, comme des saignements menstruels plus abondants et plus longs que la normale, et une plus grande probabilité de présenter des saignements post-partum après l'accouchement.

## Quels sont les sites les plus touchés par les saignements ?

Les personnes atteintes d'hémophilie peuvent souffrir de saignements internes ou externes. La plupart des saignements se produisent à l'intérieur des muscles ou des articulations. Les sites de saignement les plus courants sont les chevilles, les genoux et les coudes. Les saignements musculaires les plus fréquents se produisent dans les muscles du bras et de l'avant-bras, les muscles iliopectoraux (fléchisseurs de la hanche), la cuisse et le mollet.

En cas d'hémorragies répétées dans la même articulation, celle-ci peut être endommagée et devenir douloureuse. Les hémorragies répétées peuvent causer d'autres problèmes de santé, comme l'arthrite. Le cas échéant, il peut être difficile de marcher ou de pratiquer des activités simples. En revanche, les articulations de la main ne sont généralement pas affectées par l'hémophilie (contrairement à certains types d'arthrite).

Les saignements se produisent le plus souvent dans les articulations ou les muscles suivants : muscle supérieur du

(suite à la page 7)

## MARQUAGE FISCAL SECURISÉ

## Dans la région Maritime, un taux de conformité de 33,12 %

142.039 produits contrôlés dans 551 points de vente dans la région Maritime, du 2 au 11 février 2026 ; 47.896 produits déclarés conformes (33,12%) et 94.143 produits non conformes (66%). Ce 10 avril 2026 à Tsévié, chef-lieu de la région, la Commission chargée du suivi de la Solution automatique de marquage (SAM) a révélé les chiffres de l'évaluation effectuée par la mission de contrôle et de sensibilisation sur la réforme du marquage fiscal sécurisé obligatoire. Laquelle mission a vu, sur le terrain, de nombreux produits non marqués, des produits marqués mais non activés, des vignettes non conformes. Et elle parle d'une méconnaissance de la réforme par plusieurs opérateurs économiques, notamment sur le caractère obligatoire du marquage et les sanctions prévues en cas de non-respect.

## Late Pater

C'est le 6 février 2017, par arrêté interministériel, que des produits listés ne devraient plus être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus s'ils ne comportent pas de marque sécurisée obligatoire : eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs. Les fabricants et importateurs des produits concernés doivent se fournir en marques fiscales de sécurité et payer à l'avance les marques fiscales de sécurité auprès de la filiale locale du fournisseur de la solution de marquage fiscal. Il faut dire que le démarrage du marquage fiscal a été poussif au point où les ministres en charge de l'Economie et du Commerce ont dû signer un communiqué conjoint, en

2021, pour demander aux opérateurs économiques de "marquer, sans délai, tous les produits qui sont dans le champ d'application du marquage sécurisé obligatoire" et menacer que "les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon". Dès l'année budgétaire 2023, le gouvernement togolais a même institué des amendes, par unité de produit ou article, à appliquer contre les infractions en matière de marquage fiscal : 150.000 francs Cfa en cas de défaut de marquage ; 1 million de francs Cfa en cas de marquage irrégulier ; 2 millions de francs Cfa en cas de marquage contrefait.

Aujourd'hui, après ce contrôle dans la Maritime, des recomman-



Esso-Wavana Ahmed Adoyi, Président de la commission chargée du suivi de la SAM (à gauche)

dations sont formulées, notamment l'intensification des campagnes de sensibilisation, le renforcement de la collaboration entre les institutions concernées, la mise en place de

relais communautaires pour faciliter la diffusion de l'information auprès des opérateurs, la programmation de missions complémentaires de contrôle dans la région, etc.

Officiellement, le marquage fiscal des produits répond à un double objectif : permettre le comptage des produits concernés, facilitant la collecte des taxes et améliorant ainsi,

dans l'intérêt du consommateur et notamment de sa santé, la sécurité et l'authenticité des produits concernés ; viser le traçage des produits concernés dans tout le pays afin d'identifier l'origine, la légitimité desdits produits et supprimer la production illicite, les importations illégales ainsi que la fabrication et la vente de produits contrefaits. Ce marquage sécurisé obligatoire est entré en vigueur le 1er septembre 2020. Mais, jusqu'ici, il n'empêche pas le largage des produits contrefaits et d'origine douteuse sur les marchés togolais au point où plusieurs acteurs se sentent obligés de multiplier, seulement pendant les temps de fêtes de fin d'année, des messages de sensibilisation et d'avertissement presque inaudibles.

## PROGRAMME RÉGIONAL DE PRODUCTION INTÉGRÉE DU COTON EN AFRIQUE (PR-PICA)

## La rencontre bilan de la saison 2025-2026 s'ouvre à Lomé

La 18<sup>e</sup> Réunion du Comité de pilotage du Programme Régional de Production Intégrée du Coton en Afrique (PR-PICA) s'ouvre ce 14 avril 2026 à Lomé. PR-PICA est une organisation sous régionale qui regroupe les Sociétés Cotonnières/Interprofessions, les Structures de Recherche coton et les Organisations de Producteurs de coton de sept (7) pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et de Centre, partageant les mêmes problèmes parasitaires, de fertilité des sols et d'adaptation des variétés cultivées aux changements climatiques.

## Eric J.

Il s'agit pour les délégués (chercheurs, producteurs, sociétés cotonnières et partenaires financiers) venus d'une vingtaine de pays de dresser le bilan de la campagne 2025-2026 et de diffuser les innovations techniques capables de transformer fondamentalement la filière.

A en croire les organisateurs, les résultats des activités de recherche-développement menées au cours de la campagne 2025/2026 seront présentés et les perspectives en matière de gestion intégrée de la production cotonnière (gestion des ravageurs, de la fertilité des sols et la problématique des nouvelles variétés adaptées aux variations climatiques). La rencontre qui s'étendra jusqu'au 17 Avril sera l'occa-

sion des rencontres B2B entre les représentants des chercheurs, des sociétés cotonnières, des producteurs de coton et les Partenaires Techniques et Financiers et Firmes AgroPharmaceutiques.

Il faut relever que pendant cette saison 2025-2026, il a été noté des irrégularités pluviométriques dans l'ensemble des pays ; une maîtrise des infestations des jassides dans les pays ayant suivi les recommandations du PR-PICA ; un niveau de réalisation des superficies qui varie d'un pays à un autre, allant de 20 384 ha au Sénégal à 533 779 ha au Mali ; des prévisions de production de coton graine variant de 25 643 T au Sénégal à 647 290 T au Bénin ; des rendements prévisionnels coton graine en dessous de 900 Kg/ha, exceptés le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le



Sénégal qui sont au-dessus de 1 000 Kg/ha ; des prix d'achat de coton graine de 1er choix, variant de 280 à 350 FCFA/kg en fonction des pays.

Sur la mise en œuvre des recommandations sur la gestion des jassides, Il est ressorti lors d'une rencontre du comité de pilotage du Pr-PICA en Décembre 2025 que , même si la mise en œuvre varie d'un pays à un autre, les dispositions sont prises pour le respect de ces recommandations à la prochaine campagne cotonnière 2026/2027 à savoir : Traitement des semences avec le Thiaméthoxame 3 à 5 g m. a. par kg de semences ou avec l'Imidaclopride 5 g m. a. par kg de semences ; Diversification dans la commande des insecticides, les modes d'action des molécules utilisées contre les jassides ; Non utilisation d'une même matière active contre les jassides plus de deux fois successivement au cours de la même campagne agricole ; Intégration dans les dossiers d'appels d'offres, l'étiquetage du Mode d'Action

(MoA) pour une meilleure gestion de la résistance des ravageurs aux produits.

La pression parasitaire a été faible dans la plupart des pays, aussi bien pour les ravageurs carpophages que les piqueurs suceurs. Le niveau d'infestations des carpophages a été quasiment faible dans l'ensemble des pays au cours du mois d'octobre 2025. Il en a été de même pour les piqueurs suceurs, avec cependant des niveaux d'infestations faibles à moyennes du jasside Amrasca biguttula. Un niveau moyen d'infestation de Dysdercus a été observé au Mali. " Comparativement aux niveaux d'infestations du mois d'octobre de la campagne précédente, il est noté pour cette campagne une baisse importante des infestations aussi bien pour les ravageurs carpophages que pour les piqueurs suceurs. Le respect des traitements phytosanitaires a contribué à maîtriser les infestations des ravageurs ", fait-on savoir.

## FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Les populations de plus en plus conscientes et en quête d'actions urgentes

Le changement climatique s'impose aujourd'hui comme l'un des défis majeurs pour les sociétés africaines, avec des impacts déjà visibles sur la sécurité alimentaire, la santé et les moyens de subsistance. Au Togo, cette réalité se fait de plus en plus pressante, alors même que le continent contribue faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

## E. Sossou

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest, le Togo subit de plein fouet les effets du dérèglement climatique. L'érosion côtière progresse, les inondations deviennent plus fréquentes et les périodes de sécheresse se multiplient. Autant de phénomènes qui fragilisent particulièrement le secteur agricole, dont dépend une large majorité de la population.

Selon les projections, les températures pourraient augmenter de 1,2 à 1,6 °C d'ici 2050, accompagnées d'une variabilité accrue des pluies. Cette évolution accentue les risques de catastrophes naturelles et rend les activités agricoles plus incertaines, compromettant ainsi les récoltes et les revenus des ménages.

Face à ces menaces, les autorités togolaises ont engagé plusieurs initiatives pour renforcer la résilience

des populations. La Stratégie nationale sur les changements climatiques et le Programme national de réduction des risques de catastrophe constituent les principaux cadres d'intervention. À cela s'ajoutent des projets d'envergure, notamment la campagne nationale de reboisement visant des millions de plants, ainsi que des programmes soutenus par des partenaires internationaux pour améliorer la gestion des ressources naturelles et protéger les communautés vulnérables.

Mais au-delà des politiques publiques, une récente enquête du réseau Afrobarometer met en lumière la perception des citoyens.

Les résultats révèlent qu'une proportion importante de Togolais constate une intensification des phénomènes climatiques au cours des dix dernières années. Sécheresses répétées, mauvaises récoltes et, dans une moindre mesure, inondations sont les principaux signes évoqués. Dans les zones rurales, ces changements sont particulièrement ressentis. L'étude souligne que plusieurs Togolais ont déjà modifié leur mode de vie. Certains ajustent leurs cultures ou leurs habitudes alimentaires, d'autres changent de source d'eau ou réorganisent leurs activités professionnelles en fonction des conditions climatiques. Dans les cas

les plus extrêmes, des familles envisagent même de se déplacer vers des zones jugées plus favorables.

Toutefois, le niveau de sensibilisation reste perfectible. Environ la moitié des Togolais déclarent avoir entendu parler du changement climatique, un chiffre en légère baisse par rapport aux années précédentes. Parmi les personnes informées, une large majorité reconnaît le rôle des activités humaines dans ce phénomène et ses effets négatifs sur les conditions de vie.

Les attentes des populations sont fortes. Une grande partie des citoyens appelle à des actions urgentes de la part du gouvernement pour

limiter les impacts du changement climatique et renforcer la résilience des communautés. Parallèlement, ils estiment que les pays industrialisés, historiquement responsables de la majorité des émissions, doivent accroître leur soutien, notamment à travers des financements dédiés à l'adaptation. Dans cette dynamique, une majorité de Togolais se montre favorable à la mise en œuvre de politiques publiques ambitieuses pour lutter contre le changement climatique. Reboisement, gestion durable des ressources, renforcement des infrastructures : autant de mesures jugées nécessaires pour faire face à une crise qui ne cesse de s'intensifier.

## DES ACTIVITÉS DE INADES-FORMATION TOGO EN 2025

## Près de 41.000 bénéficiaires directs, 4 millions de bénéficiaires indirects

Le bilan des activités menées par INADES-Formation TOGO durant les 12 mois de l'année 2025, révélé lors de sa 26<sup>ème</sup> Assemblée générale ordinaire tenue les 10 et 11 avril 2026 à Lomé, a de quoi rendre fiers les premiers responsables de cette structure qui aide les populations togolaises dans le domaine agro-pastorale.

F. Woussou

Tenez ! l'organisation a touché 40.770 bénéficiaires directs, dont 25 111 femmes, 8 367 jeunes et 3 148 personnes en situation de handicap. À cela s'ajoutent plus de 4 millions de bénéficiaires indirects à l'échelle nationale. A en croire INADES formation TOGO, ses interventions ont couvert 33 communes, avec un appui concret aux populations, notamment en équipements pour les unités de transformation des produits agricoles. 15 projets ont été mis en œuvre avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, ainsi que des autorités locales.

On informe que les actions déployées ont permis des avancées notables dans plusieurs domaines clés : la mise en terre de 47 769 plants sur plus de 206 hectares ; l'installation de 125 kits solaires et de 22 infrastructures d'irrigation solaire ; la promotion de solutions durables telles que les foyers améliorés ; le renforcement de 758 organisations paysannes et de 64 unions agricoles. " Ce bilan met en évidence des résultats et des changements significatifs. C'est également l'occasion pour nous



de remercier nos partenaires techniques et financiers, ainsi que nos partenaires locaux, notamment les maires des communautés dans lesquelles nous avons travaillé ", a déclaré Sélome Adoussi Houetognon, directrice d'INADES-Formation Togo.

Fort de ce bilan élogieux, les réflexions ont été menées pour orienter les actions du bureau national pour l'exercice 2026, renforcer la vision commune, consolider la gouvernance et poser les bases du prochain plan quinquennal 2026-2030. Bien plus, les grandes orientations du nouveau document stratégique 2026-2040 sont discutées. " En se projetant vers 2040, l'organisation réaffirme son ambition : contribuer durablement à la souveraineté alimentaire, à une gouvernance inclusive et à l'amélioration des condi-

tions de vie des communautés rurales togolaises ", indique-t-on.

Pour les premiers responsables de INADES Formation Togo, il s'agit de bâtir des actions encore plus pertinentes au service de l'agriculture familiale, de la souveraineté alimentaire et de la résilience des communautés. Les travaux de groupe ont permis aux participants d'amender et d'enrichir cinq politiques ébauchées par le Secrétariat général et soumises aux Associations nationales pour contribution et appropriation. Il s'agit de la politique de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; la politique de prévention et de lutte contre la fraude, la corruption et les pots-de-vin ; la politique d'invitations et de cadeaux ; la politique de gestion des ressources humaines ; la charte

d'audit interne.

Les participants ont également validé l'approche basée sur les droits humains (ABDH) comme outil opérationnel, traduisant ainsi la volonté de l'organisation de renforcer l'inclusion et la participation citoyenne dans ses interventions. " Au-delà des bilans, cette session a surtout été un moment fort de dialogue et de projection, ayant permis de définir de nouvelles orientations et d'adopter des résolutions majeures pour le futur. Un rendez-vous essentiel qui confirme la vitalité de notre gouvernance et notre détermination

à construire, ensemble, un avenir plus juste et durable ", clame-t-on à INADES Formation TOGO.

Il est à rappeler que les actions d'Inades-Formation vont à l'endroit des populations défavorisées. Il s'agit prioritairement des populations rurales dont les paysans avec leurs familles, les organisations de base, les adultes ruraux, les femmes et les jeunes. Inades-Formation, pour toucher indirectement un public encore plus important, renforce les capacités des " démultiplicateurs ", c'est-à-dire les responsables d'ONG, les responsables d'organisations paysannes, les

agents d'organismes divers et les paysans formateurs. Une autre catégorie de cibles est constituée par les décideurs, autorités administratives et politiques et la société civile.

INADES-Formation Togo fait partie du réseau INADES-Formation International qui est présent dans dix 10 pays de l'Afrique. Sa mission est de travailler à la promotion sociale et économique des populations rurales grâce à des méthodes d'intervention basées sur la pédagogie des adultes et qui privilégient la participation libre et responsable des intéressés à la transformation de leurs sociétés.



## DÉLAI MOYEN DE DÉPANNAGE CLIENT ET DE RÉALISATION DES BRANCHEMENTS

## La CEET est hors délai

Late Pater

Légalement investie de la mission de contrôler les opérateurs qu'elle régle, l'Autorité de réglementation du secteur de l'électricité (ARSE) dit vérifier actuellement les infrastructures du réseau de distribution de l'énergie électrique de la CEET (Compagnie Energie Electrique du Togo) et la qualité de service dans les agences de ce distributeur national d'énergie électrique. Pas que. Elle contrôle aussi les installations d'autoproduction d'électricité de Togo Terminal, Lomé Container Terminal et ScanTogo Mines.

Pour la CEET, par ailleurs vivement critiquée depuis quelques semaines à cause des coupures intempestives de l'électricité, le travail de l'ARSE a touché 24 agences dans le Grand Lomé, les Savanes, la Kara, la Centrale, les Plateaux et la Maritime. Dans ces agences, il a consisté à contrôler les registres physiques et les bases de données numériques de la CEET, en vérifiant les délais d'établissement des devis, de réalisation des branchements, de traitement des réclamations et de dépannage chez les clients. Et c'est là qu'il est indiqué que, en 2024, le contrôle a permis de relever que le délai moyen de dépannage chez les clients était de 11,68 heures (11,01 heures en 2023) contre une cible de 4,60 heures fixée dans le contrat de performance signé entre l'Etat et la CEET pour la période 2023-2024 ; que le délai moyen de réalisation des branchements observé dans les 26



L'équipe de contrôle de l'ARSE autour des équipements de la CEET

agences de la CEET qui avaient été visitées était de 66 jours pour une cible de 10 jours. Totalement hors délai. Les usagers le lui ont toujours reproché et le lui reprochent encore aujourd'hui. Autre chiffre : en 2023, pour un objectif de délai de branchement fixé à 15 jours, le délai moyen observé était de 48 jours. L'Autorité de réglementation annonce que les données collectées dans le cadre du nouveau contrôle vont servir à produire un rapport qui sera discuté avec les premiers responsables de la CEET afin d'identifier des approches de solutions pour une amélioration de la qualité des services rendus à la clientèle.

Des recommandations sont également attendues pour une amélioration de la qualité d'exploitation de ses propres ouvrages par la CEET. En 2024, les contrôles ont fait voir plusieurs défaillances notamment des câbles présentant des brûlures, des fuites d'huile sur les transformateurs, l'absence d'équipements de protection et de sécurité sur certains sites. « Toutes ces anomalies et bien d'autres encore ont été portées à la

connaissance de la CEET pour correction. Au cours des visites en cours, ces anomalies seront scrutées de près pour s'assurer de leur correction », dit l'ARSE. En 2024, des améliorations ont été apportées à quatre (4) des dix-neuf (19) centrales visitées en 2023 (soit 21%) après les recommandations de l'ARSE. Dans son Pacte National Energie, le Gouvernement s'est engagé à la révision de la loi du 18 juillet 2000 relative au secteur de l'énergie au Togo pour renforcer le cadre légal du secteur et consolider le rôle et les pouvoirs de l'autorité de régulation d'ici le premier trimestre 2027. Cette réforme, dont le projet de texte est actuellement en cours d'examen interne, viendra préciser de nouvelles dispositions pour clarifier l'organisation du marché, renforcer les prérogatives de l'ARSE en matière de supervision et de protection des consommateurs, et mieux encadrer l'ouverture progressive à la concurrence. Le délai de finalisation et d'adoption est fixé en cohérence avec le calendrier global de lecture du cadre légal du secteur.

## PARIS SPORTIFS

## Quand les mises prennent le dessus sur le jeu

A Lomé, les kiosques de paris sportifs ne désespèrent plus. Jeunes, travailleurs, étudiants ou encore commerçants, ils sont de plus en plus nombreux à tenter leur chance, attirés par l'espoir de gains rapides. Mais derrière cet engouement grandissant, les avis restent profondément partagés au sein de la société togolaise.

E. Sossou

Assis devant un point de paris à Avédji, Kodjo, la vingtaine, suit attentivement les cotes d'un match européen. Pour lui, les paris sportifs sont avant tout une opportunité. « Aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup d'emplois. Avec les paris, tu peux gagner de l'argent rapidement si tu analyses bien », explique-t-il avec assurance. Comme lui, de nombreux jeunes considèrent cette activité comme une alternative économique, voire une source de revenus.

Certains parieurs affirment même avoir développé de véritables stratégies. « Ce n'est pas du hasard. Il faut connaître les équipes, suivre les statistiques. Moi, je gagne souvent », soutient Mensah, habitué des lieux. Pour ces adeptes, les paris sportifs relèvent d'un jeu d'intelligence et de prévision.

Cependant, cette vision optimiste est loin de faire l'unanimité. De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer les dérives liées à cette pratique. Pour Kossi, conducteur de taxi-moto, les paris sportifs sont devenus une source de problèmes sociaux. « Beaucoup de jeunes perdent tout leur argent dedans. Certains empruntent même pour jouer. Après, ils se retrouvent endettés », déplore-t-il.

Les témoignages de pertes financières sont en effet fréquents. « J'ai déjà perdu mon salaire en une semaine. Les équipes sur qui j'ai misé ont toutes perdues. Ça m'a servi de leçon », confie anonymement un agent de sécurité. Pour lui, l'addiction aux paris peut rapidement s'installer, surtout chez les plus jeunes.

Les parents et éducateurs s'in-

quiètent également de l'impact sur la jeunesse. « Les élèves passent plus de temps à analyser des matchs qu'à réviser leurs cours. Cela peut compromettre leur avenir », alerte une enseignante dans un lycée de la capitale.

Entre ces deux positions opposées, certains Togolais adoptent une approche plus nuancée. Pour eux, les paris sportifs ne sont pas forcément un mal, à condition d'être

les paris sportifs participent néanmoins à la création d'emplois et génèrent des revenus pour certains acteurs. Mais pour de nombreux observateurs, les gains restent largement concentrés entre les mains des opérateurs, tandis que les pertes sont supportées par les joueurs.

Face à cette situation, certains appellent à un encadrement plus strict du secteur, notamment en matière de sensibilisation. « Il faut édu-



pratiés avec modération. « C'est comme tout. Si tu sais te contrôler, ça peut rester un divertissement », estime Raoul, Menuisier.

Cette catégorie de la population insiste sur la responsabilité individuelle. « Le problème, ce n'est pas les paris, c'est l'excès. Il faut fixer des limites et ne pas miser de grosses sommes », conseille Komlan, fonctionnaire.

Au-delà des opinions individuelles, les spécialistes attirent l'attention sur les risques d'addiction et les conséquences psychologiques liées aux pertes répétées. Stress, frustration, isolement : autant d'effets qui peuvent impacter le bien-être des joueurs. Sur le plan économique,

quer les jeunes sur les risques et promouvoir un usage responsable », suggère un acteur de la société civile.

Entre espoir de gains, divertissement et risques de dérives, les paris sportifs s'imposent aujourd'hui comme un phénomène de société au Togo. Une réalité complexe qui divise, mais qui appelle surtout à une prise de conscience collective.

Car si pour certains, les mises représentent une opportunité, pour d'autres, elles deviennent rapidement un piège. Et dans ce jeu où l'argent prend souvent le dessus, la frontière entre loisir et dépendance reste plus fragile que jamais.

FOOTBALL/ELIM. CM FÉM U17/

## "Après, nous pourrions atteindre les objectifs": Ben Adzakpa trace la route

Au terme de la défaite des Éperviers U17 face au Ghana (0-2), dimanche à Kégué, le sélectionneur Ben Adzakpa n'a pas cherché à habiller le résultat. En quelques phrases, il a dit l'essentiel : où en est ce groupe, ce qu'il lui manque, et pourquoi cette première participation continentale n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ.

Hervé A.

Il aurait pu parler du score. De l'arbitrage. De la fatigue. Des circonstances. Ben Adzakpa n'a fait rien de tout cela. Quelques secondes après le coup de sifflet final, le sélectionneur des Éperviers U17 a pris la parole avec une économie de mots qui tranchait avec l'agitation d'une fin de match continental. "L'aspect tactique reste encore à améliorer. Nous devons aider ces jeunes filles à mieux assimiler les fondamentaux du football : comment défendre, comment jouer les transitions, comment progresser collectivement, et après, nous pourrions atteindre avec assurance les objectifs."

### Le choix de la vérité

Ce qui frappe d'emblée dans cette réaction, c'est ce qu'elle ne contient pas. Pas de décharge sur l'adversaire, pourtant plus expérimenté. Pas de référence aux conditions de jeu, à la pression du moment, à l'inexpérience d'un groupe disputant là son tout premier match continental. Ben Adzakpa aurait eu matière à circonstances atténuantes. Il n'en a utilisé aucune.

Ce choix-là n'est pas anodin. Il dit quelque chose sur la manière dont ce staff conçoit son rôle. Protéger ses joueuses d'une vérité trop dure aurait été compréhensible face à des U17 à leur baptême du feu. Le sélectionneur a préféré le respecter en leur disant clairement ce qui doit changer. C'est souvent ainsi que les groupes grandissent : non pas dans le confort du discours lénifiant, mais dans la clarté d'un diagnostic posé sans détour.

### Trois mots, trois chantiers

Défendre. Jouer les transitions. Progresser collectivement. Ces trois notions égrenées par Ben Adzakpa ne sont pas des formules génériques. Elles correspondent précisément à ce que le match contre le Ghana a mis en évidence.

Défendre, d'abord. Les Éperviers ont



souffert face au pressing très haut des Black Maidens, étouffées dans leur relance, bousculées dans leurs transitions défensives. Les deux buts encaissés - à la 15e et à la 63e minute - sont nés d'espaces laissés dans l'axe que l'attaquante ghanéenne Priscilla Mensah a su exploiter avec une efficacité redoutable. La défense n'est pas une question de talent brut ; c'est une discipline collective qui s'enseigne, qui s'entraîne, qui s'incarne dans des automatismes que seul le temps construit.

Les transitions, ensuite. C'est là que le fossé entre les deux équipes est apparu le plus clairement. Le Ghana passait du bloc défensif à l'attaque en quelques touches, avec une vitesse d'exécution et une lecture collective que les Togolaises n'ont pas encore. Ces séquences-là ne s'improvisent pas. Elles sont le produit de centaines d'heures de travail à l'entraînement, sur des situations précises, répétées jusqu'à devenir des réflexes.

La progression collective, enfin. Dans

le dernier tiers, les Éperviers ont souvent buté sur leur propre manque de connexion. Les combinaisons tardaient, les appels de balle manquaient, le dernier geste arrivait trop tôt ou trop tard. Ce n'est pas un défaut de motivation - l'engagement de ce groupe n'est pas en cause. C'est un défaut de langage commun, celui qui se forge dans les compétitions, dans les camps d'entraînement, dans le temps partagé.

### Le mot qui change tout

Dans la phrase de Ben Adzakpa, il y a un mot qui mérite qu'on s'y attarde : "après". Pas "si". Pas "peut-être". "Après." Ce petit mot porte une conviction tranquille - celle d'un technicien qui sait que le chemin existe, qu'il est balisé, et que ses joueuses ont la capacité de le parcourir. Il ne promet pas l'immédiat. Il situe l'objectif au bout d'un travail qui reste à faire, ce qui est bien plus honnête et bien plus motivant que n'importe quelle promesse hâtive.

C'est aussi une manière de dire à ces jeunes filles : vous n'êtes pas jugées sur ce

soir. Vous êtes évaluées sur ce que vous allez devenir. Pour un groupe U17 qui dispute là sa première compétition continentale, c'est un message fondateur.

Les faits sont là : 0-2, une qualification compromise avant le match retour en terres ghanéennes. Mais réduire cette soirée à ce score serait passer à côté de ce qui s'est réellement joué à Kégué. Ce match a donné à ces joueuses quelque chose d'irremplaçable : une référence. Elles savent maintenant ce qu'est le niveau continental. Elles l'ont senti dans leur corps, dans leurs jambes, dans leurs choix sous pression. Aucun entraînement ne peut simuler ça.

Ben Adzakpa le sait mieux que quiconque. Sa réaction d'après-match n'était pas un bilan. C'était une feuille de route. Courte, précise, sans ornements. Le genre de parole qui, dans un vestiaire, résonne longtemps après que les projecteurs se sont éteints.

Le match retour attendra. Le travail, lui, a déjà repris.

## BREVES

### Drame au Ghana, un joueur de D1 tué

La Fédération ghanéenne de football a annoncé la mort de Dominic Frimpong, attaquant de 20 ans, tué dimanche dans une attaque armée visant son équipe de Berekum Chelsea.

Le foot ghanéen sous le choc. Dominic Frimpong, attaquant prometteur du club de D1 ghanéenne de Berekum Chelsea, est mort dans une attaque visant le car de son équipe. Il avait seulement 20 ans. Le drame s'est déroulé dimanche. Les joueurs de Berekum Chelsea ont été victimes d'une embuscade alors qu'ils revenaient de leur match face au FC Samartex comptant pour la 29e journée de la Ghana Premier League.

Selon le club, des hommes masqués munis de pistolets et de fusils d'assaut ont bloqué le car sur la route près d'Ahyiresu dans la région d'Ahafo, au nord d'Accra. Ils ont forcé les joueurs et le staff à descendre du car. Lors de cette attaque, plusieurs joueurs ont été blessés et Dominic Frimpong a reçu une balle dans la tête. Transporté en urgence à l'hôpital, il est décédé peu de temps après son arrivée. La police recherche les joueurs et les membres du club qui ont disparu lors de cette attaque et les assaillants qui ont pris la fuite.

Prêté par le club d'Aduana FC, Dominic Frimpong était arrivé à Berekum Chelsea en janvier. Il avait inscrit deux buts en 13 matchs. "Dominic était un jeune talent prometteur dont le dévouement et la passion pour le jeu incarnaient l'esprit de notre ligue", a indiqué la Fédération ghanéenne.

### Le premier combat professionnel d'Imane Khelif finalement reporté

Blessée, l'Algérienne Imane Khelif, médaillée d'or aux JO 2024 de Paris, n'est pas en mesure de disputer son premier combat professionnel prévu le 23 avril à Paris contre l'Allemande Julia Igel. L'ensemble de la réunion est donc reporté par le promoteur Brahim Asloum.

Imane Khelif devra encore patienter. La championne olympique algérienne (-66 kg) s'est blessée à une omoplate, souffrant d'une déchirure musculaire, et n'est donc pas en capacité de participer à son tout premier combat professionnel, indique L'Equipe. Elle devait affronter l'Allemande Julia Igel à Paris, à la salle Wagram, le 23 avril prochain.

L'ancien boxeur français Brahim Asloum, promoteur de la réunion, a donc choisi de reporter l'intégralité des combats prévus ce soir-là dont les deux combats pour des titres de la World Boxing Association, comme l'a annoncé L'Equipe avant que l'AFP ne confirme. "Dans un événement de ce niveau, incluant des championnats WBA, il était essentiel de garantir des conditions optimales pour l'ensemble des boxeuses engagées", a justifié le champion olympique des JO 2000 dans le communiqué de l'organisation.

"Vendredi dernier, Imane a ressenti une vive douleur au bras. En fait, elle avait mal depuis un bout de temps. Et samedi, elle n'arrivait plus à lever le bras. Apparemment elle a une petite déchirure au dos, au niveau de l'omoplate. Elle voulait quand même boxer mais Brahim (Asloum) a estimé qu'il ne fallait prendre aucun risque. En plus de repos, Imane doit suivre des soins de kiné. Nous espérons qu'elle pourra reprendre l'entraînement dans dix jours", a de son côté expliqué son entraîneur John Dovi à L'Equipe.

### Ancelotti fixe un objectif à Neymar

À deux mois de la Coupe du monde, Carlo Ancelotti laisse la porte ouverte à un retour de Neymar, au cours d'une interview pour France Football, mais prévient qu'il devra être à 100% pour réintégrer la Seleção.

Deux ans et demi qu'il n'a plus porté le maillot de la Seleção. Si souvent trahi par son corps, Neymar attend de retrouver la sélection depuis le 18 octobre 2023 et un match perdu contre l'Uruguay, au cours duquel il s'était gravement blessé au genou gauche. Revenu chez lui, à Santos, début 2025, l'ancien Parisien croit plus que jamais à un retour possible à l'occasion de la Coupe du monde, cet été (11 juin-19 juillet).

Certains cadres - Casemiro en tête - ont même pris la parole pour plaider sa cause, convaincus que le meilleur buteur de l'histoire de la sélection (79 buts) serait un précieux atout pour cette équipe, malgré ses 34 ans et un niveau pour le moins fluctuant. Mais le dernier mot reviendra à Carlo Ancelotti, qui prend soin de peser ses mots à chaque déclaration sur ce sujet hautement sensible au Brésil.

"C'est un grand talent et c'est normal que les gens pensent qu'il puisse nous aider à gagner la prochaine Coupe du monde. Il est actuellement évalué par la CBF (Fédération brésilienne), par moi et il a encore deux mois pour montrer qu'il a les qualités pour disputer le prochain Mondial", expose Ancelotti, ce samedi, dans les colonnes de France Football. L'entraîneur italien devenu sélectionneur de la Seleção l'assure, il estime Neymar "capable de revenir à 100%".

OMNISPORTS/

## Au sein du CIO, une asymétrie qui interroge sur "la cohérence de l'Olympisme en tant que système de valeurs universel"

Le Comité international olympique est en première ligne ces dernières semaines. L'instance a dévoilé une nouvelle politique relative à la catégorie féminine, non sans soulever des questions. Elle est aussi confrontée à un contexte géopolitique extrêmement tendu, qui met à mal les principes qu'elle essaie de porter. Ce contexte a fait réfléchir un analyste de l'olympisme, Ryoichi Kasuga. Ancien directeur des relations internationales du Comité olympique japonais (JOC), il a couché son ressenti dans une tribune, que Fracs Jeux publie ci-dessous.

"Pendant de nombreuses années, j'ai cherché à comprendre et à transmettre la direction prise par le Comité International Olympique sous un jour positif, avec la conviction que ses actions étaient guidées par les principes fondamentaux de l'Olympisme. J'ai surtout gardé la ferme conviction que le sport, à son plus haut niveau, sert de pont - un pont qui aspire à unir l'humanité au-delà des divisions et des conflits politiques.

Le concept de la Trêve Olympique, ancré dans la tradition antique et transposé à l'ère moderne, a longtemps symbolisé cette aspiration. Il ne s'agit pas d'un simple idéal, mais d'un engagement éthique minimal : celui que, même en temps de conflit, l'humanité puisse marquer une pause, aussi brève soit-elle, pour reconnaître quelque chose de plus grand.

Cependant, ces dernières années, j'ai commencé à ressentir une inquiétude croissante quant à la manière dont ce principe est respecté. Des conflits persistent à travers le monde et, dans certains cas impliquant des nations telles que Israël et les États-Unis, il est difficile

de discerner une articulation claire et cohérente de la Trêve Olympique du point de vue du CIO. Si le principe de neutralité politique exige sans aucun doute de la prudence, le silence - lorsqu'il semble sélectif - risque de compromettre l'universalité des idéaux mêmes que le Mouvement cherche à représenter.

Parallèlement, le CIO a pris un rôle plus actif dans un autre domaine : la quête de l'équité dans la compétition. Les discussions récentes concernant la catégorie féminine dans le sport démontrent une volonté de tracer des lignes, souvent fondées sur un raisonnement scientifique. Pourtant, là aussi, la complexité surgit. Les principes d'inclusion et d'équité - tous deux essentiels à l'Olympisme - ne s'alignent pas toujours parfaitement dans la pratique.

Ces principes ne sont pas intrinsèquement en conflit. L'inclusion cherche à garantir que personne ne soit exclu, tandis que l'équité cherche à préserver l'intégrité de la compétition. Toutes deux découlent du même fondement philosophique. Toutefois, lorsqu'elles se traduisent en politiques, elles nécessitent de

tracer des frontières, et c'est précisément dans cet acte que naissent les tensions. Ce à quoi nous sommes aujourd'hui confrontés n'est pas simplement une question de savoir où tracer ces lignes, mais de savoir si elles sont tracées avec cohérence.

Dans certains domaines, des critères clairs sont établis. Dans d'autres, la retenue ou le silence prévaut. Cette asymétrie, indépendamment du bien-fondé des décisions individuelles, affecte inévitablement la perception de la cohérence de l'Olympisme en tant que système de valeurs universel.

Bien entendu, la réalité résiste à la simplicité. L'équité parfaite est inatteignable ; l'inclusion absolue est tout aussi insaisissable. Cela est bien compris par ceux qui sont engagés dans le sport. Pourtant, c'est précisément pour cette raison que l'effort d'explication devient essentiel. Si les décisions doivent rester imparfaites, leur raison d'être sous-jacente doit néanmoins être articulée avec clarté et sincérité.

Historiquement, le CIO a souvent maintenu l'équilibre non pas en tranchant

les conflits directement, mais en absorbant les tensions et en laissant un espace de coexistence. Cette approche a, à bien des égards, préservé l'arène olympique comme un domaine unique. Cependant, dans un monde de plus en plus fragmenté, on peut se demander si cette méthode seule demeure suffisante.

Et pourtant, je continue de croire au potentiel durable de l'Olympisme. Non pas comme une doctrine achevée, mais comme une philosophie vivante - une philosophie qui doit être entretenue par une réflexion et un examen de soi continus. La question qui se pose à nous n'est donc pas de savoir si le CIO a raison ou tort. Il s'agit plutôt de savoir si la direction qu'il poursuit reste fidèle à la cohérence qui donne à l'Olympisme son autorité morale.

Si le Mouvement Olympique doit rester un héritage partagé de l'humanité, peut-être que ce qui est requis maintenant n'est pas une affirmation plus forte, mais un questionnement plus calme et plus délibéré."



Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Tirage: 2500 exemplaires

Graphisme  
Guillaume BOGLA

## PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET DE STOCKAGE DE BATTERIES GRÂCE À AMEA POWER

## Le Togo et 7 autres pays pour la phase 1

Late Pater

(Communiqué, 9 avril 2026) – L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), siège de la plate-forme de garantie du Groupe de la Banque mondiale, a signé un accord-cadre avec AMEA Power Ltd pour soutenir un portefeuille de garanties allant jusqu'à 23 projets d'énergie renouvelable et de stockage de batteries – y compris les centrales éoliennes terrestres, les centrales solaires photovoltaïques et les systèmes de stockage d'énergie par batterie – dans tous les pays couvrant l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Ce cadre innovant représente un changement stratégique, passant des garanties traditionnelles, projet par projet, à une approche évolutive et basée sur le portefeuille, permettant une livraison accélérée de l'infrastructure énergétique critique nécessaire à la création d'emplois sur de multiples marchés à forte croissance. En vertu de l'accord, MIGA fournira des garanties allant jusqu'à 1,48 milliard de dollars à

AMEA Power, soutenant environ 1,65 milliard de dollars d'investissements en actions, quasi-fonds propres et de prêts aux actionnaires dans le portefeuille d'AMEA Power. En agréant plusieurs pays et technologies dans un cadre unique, la structure améliore la diversification et réduit les délais d'exécution en rationalisant les processus de souscription et d'approbation. Il permet également à AMEA Power de déployer des capitaux plus efficacement et d'augmenter les investissements sur les marchés où l'atténuation des risques est essentielle pour libérer la participation du secteur privé. En conséquence, le montant total de garantie émis par la MIGA depuis sa création en 1988 dépasse maintenant 100 milliards de dollars, soulignant la mission continue de l'institution pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois, réduire la pauvreté et améliorer la vie des gens en mobilisant les investissements privés transfrontaliers dans les pays en développement.

La transaction sera mise en œuvre

en deux phases. La phase 1 comprend la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, l'Afrique du Sud, le Togo, l'Ouganda et l'Ouzbékistan, et d'autres pays devraient être ajoutés au cours de la phase 2. Plus de 17.000 emplois directs seront créés pendant la phase de construction. Chaque projet bénéficiera d'une couverture allant jusqu'à 15 ans contre les risques politiques, y compris l'inconvertibilité monétaire et la restriction de transfert, l'expropriation, la guerre et les troubles civils, et la rupture de contrat. Les premières garanties individuelles signées dans le cadre comprennent deux projets en Égypte, représentant plus de \$150 millions d'investissements en fonds propres et quasi-fonds propres couverts, avec des projets supplémentaires qui devraient suivre.

Les garanties fournies pour AMEA Power sont un exemple de l'évolution de l'approche de portefeuille de MIGA – la rationalisation de l'assurance-risque en regroupant plusieurs projets dans le cadre d'une structure-cadre unique qui peut accélérer les

investissements dans les marchés en développement. Les garanties bénéficient du soutien de la fenêtre du secteur privé de l'Association internationale de développement, renforçant le rôle du financement mixte dans la mobilisation des capitaux privés en IDA et sur les marchés frontaliers. Dans le cadre de la phase 1, le portefeuille devrait fournir environ 2 766 MW de capacité de production et 2.729 MWh de stockage, fournissant de l'énergie propre à ces pays à une échelle significative, introduisant pour la première fois dans plusieurs pays

un stockage à l'échelle du réseau. Ces investissements renforceront la sécurité énergétique, amélioreront la stabilité du réseau et soutiendront l'intégration des énergies renouvelables à grande échelle. Le cadre AMEA Power s'inscrit dans la mission 300 du Groupe de la Banque mondiale, une initiative visant à connecter 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne à l'électricité d'ici 2030 et reflète l'engagement de AMEA Power en faveur du développement durable, y compris la mise en œuvre d'un plan d'ac-

tion pour l'égalité des sexes aligné sur la stratégie de genre 2024-2030 du Groupe de travail.

Les secteurs de l'énergie dans plusieurs pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie sont confrontés à des défis structurels, notamment l'augmentation rapide de la demande d'électricité et une forte exposition à la volatilité mondiale des prix des produits de base. Ces facteurs imposent des pressions budgétaires, sapent la sécurité énergétique et limitent la croissance économique durable.

## PRIX À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

## Le taux d'inflation maintenu à 0,1% en mars

Lare Pater

Au Togo, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est maintenu à 0,1% en mars 2026, tout comme en février. Cet indicateur de convergence au sein des pays de l'UEMOA est obtenu en faisant le rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois sur la moyenne des indices des douze mois qui les précèdent, rappelle l'Institut national de la statistique (INSEED). Mais quand on quitte cette observation des prix à la consommation sur les 24 mois et qu'on scrute le seul mois de mars 2026, on obtient un indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au Togo qui s'établit à 104,5, traduisant une progression annuelle de 1,6% (situation par rapport à mars 2025). Cette évolution s'explique par l'effet de la hausse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+8,0%), «Restaurants et services d'hébergement» (+4,0%), «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+0,6%), «Santé» (+1,7%), «Soins personnels, protection sociale et biens divers» (+0,9%) et «Transport» (+0,3%). Toutefois, la hausse a été amortie par la baisse de l'indice des divisions de consommation «Information et communication» (-1,3%) et «Enseignement» (-0,8%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des produits «hors énergie et produits frais» (+1,2%) et des produits de l'énergie» (+7,9%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique essentiellement par l'augmentation de prix des produits «locaux» (+2,2%). La progression

de prix des produits du secteur «tertiaire» (+2,0%), «primaire» (+2,9%) et «secondaire» (+0,7%) a contribué à la hausse annuelle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution annuelle est principalement induite par la progression du niveau des prix des «services» (+2,0%) et des produits «non durables» (+1,6%). Par rapport à l'origine, la progression an-



Le prix du piment vert (gboyébessé) a explosé, à +96,7%

nuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'origine UEMOA» (+2,4%) ralentie par la baisse des prix des produits d'origine hors UEMOA» (-0,4%).

En évolution trimestrielle (comparativement à la situation de décembre 2025), le niveau général des prix en mars 2026 a connu une hausse de 2,2%. Cette augmentation est principalement due à la progression des indices des divisions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+6,8%), «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+2,0%), «Restaurants et services d'hébergement» (+0,4%), «Soins personnels, protection sociale et biens divers» (+0,7%) et «Transport» (+0,3%). Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation de prix des produits des «produits frais» (+7,3%) et des produits «hors énergie et produits frais» (+0,4%). S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits «locaux» (+8,6%).

(+2,7%) et «importés» (+0,9%). La progression de prix des produits du secteur «primaire» (+13,3%) a principalement contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution trimestrielle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits «non durables» (+4,6%). Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'origine UEMOA» (+3,0%).

Et par rapport à la situation de février 2026 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une augmentation de 0,9%, essentiellement due à la montée du niveau des indices des divisions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+1,5%), «Restaurants et services d'hébergement» (+1,9%), «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+0,5%), «Transport» (+0,3%) et «Soins personnels, protection sociale et biens divers» (+0,5%). Cette croissance du niveau des indices est imputable au renchérissement des produits suivants : «piment vert (gboyébessé)» (+96,7%), «gingembre frais» (+16,7%), «mangues ordinaires» (+31,1%), «oranges ordinaires» (+8,0%), «tomates ovales locales» (+45,2%), «igname pour fofou (karachi)» (+6,4%), «igname» (+3,0%), «plat de riz-haricot (ayimolou)» (+5,2%), «bouillie de céréale sucrée» (+4,0%), «riz + sauce viande» (+4,0%), «plat de haricot + gari» (+3,9%), «riz + sauce poisson» (+3,8%), «plat de fufu + sauce viande» (+3,2%), «plat de hokoumé + sauce poisson (1 plat)» (+3,9%), «plat de fufu + sauce poisson» (+2,1%), «bois de chauffe» (+7,6%), «essence super de rue» (+1,5%) et «vernis à ongles» (+8,6%).

## NÉCROLOGIE

## Lance Taylor dit Afrika Bambaataa, DJ américain, l'un des trois "pères créateurs" du hip-hop et fondateur de la Zulu Nation est mort à 68 ans, des suites d'un cancer

(suite de la page 2)

Bronx, territoire des Spades. Cette "paix" fait prendre conscience à Bambaataa qu'il pourrait, grâce à son sens de la communication et son aisance verbale, concilier les membres des différents gangs pour apporter à son quartier sérénité et quiétude.

Le mouvement créé par Kool Herc (l'inventeur du break) lui donne le moyen de parvenir à ses fins. Ainsi, il débute comme DJ en organisant des block parties (fêtes de quartier) dans un centre social. Voici comment Bambaataa décrit cet épisode de sa vie : "Quand je suis devenu DJ, j'avais déjà une armée avec moi, donc je savais que mes soirées allaient être noires de monde." Et ce fut précisément le cas. Les fêtes de Bam polarisent une grande partie de la jeunesse pauvre du Bronx. Il arrive même que des membres de gang ennemis se retrouvent côte à côte lors de ces événements. Des beats cadencés, les figures des b-boys et des b-girls (les danseurs de break dance), une épaisse fumée planant dans l'air, de l'alcool, des gros lasers armés et des filles, voilà à quoi ressemblent ces rassemblements dans le modeste centre social du quartier d'Afrika. La musique hip-hop naîtra et se diffusera grâce, en partie, à ces cérémonies.

La même année, Afrika Bambaataa fonde la Bronx River Organization. Cette dernière est destinée à se substituer au gang des Spades. Bam à propos de cette organisation : "Ceci est une organisation. Nous ne sommes pas un gang. Nous sommes une famille. Ne cherchez pas les emmerdes. Laissez les emmerdes venir à vous, et là battez-vous comme des beaux diables..."

...Pendant un certain temps, la Zulu Nation réussit son pari. Elle parvient à désintéresser sérieusement des jeunes et des délinquants de la vie des gangs de rue. On peut dire qu'elle a participé activement au processus de déliquescence des organisations criminelles. C'est à partir de cette époque que le hip-hop devient plus qu'un mouvement artistique, il devient un choix d'existence : adhérer à la Zulu Nation, c'est devenir quelqu'un et être respecté pour ça.

Le Bronx, "ce n'était plus l'endroit où t'avais les vestes à la Hells Angels et où tu roulais des mécaniques dans des fringues aussi crades que possible rien que pour montrer que t'étais un hors-la-loi et que t'étais capable d'être l'enfoiré le plus dégueulasse de la zone" expliquera Afrika Bambaataa. Pour cristalliser l'idéologie du groupe, un slogan devenu célèbre apparaît : "Paix, unité, amour et plaisir" ("Peace, unity, love and havin' fun").

Au début des années 1980, après une période de déclin, la logique hors-la-loi et ses gangs réapparaissent dans les rues du Bronx. Afrika se doit de donner un nouveau souffle à la Zulu Nation afin de ne pas revenir dix ans en arrière. "Il fallait qu'on trouve quelque chose pour rétablir l'ordre. Alors, je me suis mis à réfléchir, et tout m'est revenu, toutes les leçons que j'avais comprises, les expériences que j'avais vécues. J'ai commencé à me poser pour écrire sérieusement des trucs que j'avais en tête. D'autres personnes se sont mises à dire : "Mais moi aussi, je pense ça". Et à partir de là, j'ai commencé à emprunter des idées à tout le monde pour inventer nos propres leçons. Et ça a commencé à prendre, et les gens se sont mis à se contrôler davantage", c'est ainsi qu'Afrika Bambaataa relate la manière dont il a rédigé les leçons, les "Infinity Lessons". Ces dernières constituaient, et forment encore aujourd'hui, un véritable code composé de règles de conduite pour l'individu et pour la collectivité.

"1- La Zulu Nation n'est pas un gang. C'est une organisation d'individus à la recherche de succès, de la paix, de la connaissance, de la sagesse, de la compréhension et d'une manière de vie droite.

2- Les membres Zulus doivent chercher des façons de survivre positivement dans la société. Les activités négatives sont des actions qui relèvent du côté injuste des choses. La nature animale est une nature négative. [...]

5- Les Zulus ne devraient pas être associés à n'importe quelle organisation dont les fondations sont basées sur la négativité.

6- Les Zulus sont supposés être en paix avec eux-mêmes et les autres et ce, à n'importe quel moment.

7- Les Zulus ont appris à s'imposer dans leur croyance et croient en les lois du prophète Muwsa (Moïse). Œil pour œil et dent pour dent. [...]

14- Les Zulus doivent mener un style pacifique et travailler pour rester droit.

15- Les Zulus doivent chercher la connaissance de soi afin de s'élever au milieu de la jungle urbaine. [...]

20- L'anniversaire de la Zulu Nation est le 12 novembre. C'est une date officielle qui peut être célébrée durant la même semaine, le vendredi et le samedi, une fois le douze venu."

- Extrait des 20 préceptes de la Zulu Nation

De ses qualités de rassembleur, Jay McGluery, un ami de Bam, témoigne : "Il y avait énormément de gangs, et il connaissait au moins cinq membres de chacun d'entre eux. À chaque fois qu'il y avait un conflit, il essayait d'arranger le coup. La communication c'était son truc" (propos recueillis par le journaliste Steven Hager)...

...Dans une interview de mars 2021, le rappeur Melle Mel confirme que la rumeur que Bambaataa est gay était largement répandue dans la première communauté hip hop, mais il ne répond pas à la question de savoir si les allégations d'agression étaient connues.

Le 4 août 2021, une procédure judiciaire est ouverte contre Bambaataa pour abus sexuel et trafic sexuel d'un garçon de 12 ans.

Le 1 novembre, Bambaataa est convoqué à une première audience à la cour suprême du Bronx. Ni lui ni ses avocats ne se présentent à la convocation. Devant son absence, la juge envoie un huissier à sa dernière adresse connue, où il est découvert qu'il n'y a jamais habité et que personne ne le connaît.

En novembre 2024, le rappeur et producteur Solo révèle dans une émission de Clique sur Canal+ avoir été pendant son adolescence la victime du précurseur du hip-hop, qualifiant Afrika Bambaataa de "prédateur sexuel".

Afrika Bambaataa est mort le jeudi 9 avril 2026, à l'âge de 68 ans, des suites d'un cancer, en Pennsylvanie (USA).

SANTÉ / L'HÉMOPHILIE

# Trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, elle est célébrée le 17 avril

(suite de la page 2)

bras, coude, muscle de l'avant-bras, cuisse, muscle du mollet, muscle iliopectinaux, genou, cheville...

Chez les nourrissons et les jeunes enfants atteints d'hémophilie sévère, les types de saignements les plus courants sont les suivants :

- saignement dans les tissus mous (comme les muscles) ;
- saignement après une procédure médicale (comme une circoncision ou une piqûre au talon à la naissance) ;
- saignement de nez, de la bouche ou de la tête.

Étant donné que la plupart des saignements surviennent à l'extérieur des centres de traitement de l'hémophilie (CTH), il est important que les patients et les aidants soient formés quant aux aspects suivants :

- reconnaissance des saignements et compréhension des traitements ;
- prise en charge autonome et auto-traitement ;
- risques de saignement et complications.

### Comment traite-t-on l'hémophilie ?

De nos jours, le traitement de l'hémophilie est très efficace. Avec une quantité suffisante de produits et des soins appropriés, les personnes qui en sont atteintes peuvent vivre en parfaite santé. Sans traitement, la plupart des enfants hémophiles sévères n'atteignent pas l'âge adulte. On estime à 800 000 le nombre de personnes atteintes d'hémophilie dans le monde et beaucoup ne bénéficient pas de traitements adéquats. La Fédération mondiale de l'hémophilie s'efforce de combler cette lacune.

### Les traitements

Les concentrés de facteur de coagulation (CFC) à demi-vie standard et prolongée constituent une option thérapeutique importante pour

l'hémophilie et sont administrés par voie intraveineuse. Ils peuvent être fabriqués à partir de sang humain (produits dérivés du plasma) ou à l'aide de cellules génétiquement modifiées qui portent un gène de facteur humain (produits recombinants). Les concentrés de facteur sont fabriqués dans des installations sophistiquées. Tous les concentrés de facteur commercialisés aujourd'hui sont traités de manière à éliminer ou à inactiver les virus transmis par le sang. Les concentrés à demi-vie prolongée restent plus longtemps dans l'organisme et ont été mis au point pour alléger le fardeau de la prophylaxie chez les personnes atteintes d'hémophilie et maintenir des taux de facteur de coagulation plus élevés afin de mieux prévenir les saignements.

Les agents de contournement, tels que les concentrés de complexe prothrombique activé et le facteur VIIa recombinant (rFVIIa), sont utilisés pour traiter les saignements aigus chez les personnes atteintes d'hémophilie A ou B avec inhibiteurs. Cependant, ces traitements ne sont pas toujours disponibles dans tous les pays.

Les traitements sans facteur de remplacement sont des options thérapeutiques innovantes pour l'hémophilie, qui visent à rééquilibrer l'hémostase sans avoir à remplacer le facteur de coagulation manquant. Ils ciblent différents points de la cascade de la coagulation, autres que le simple remplacement du facteur VIII (hémophilie A) ou du facteur IX (hémophilie B) manquant.

Il est indiqué pour les personnes atteintes d'hémophilie A avec ou sans inhibiteurs et est unique, car il est administré par voie sous-cutanée. D'autres traitements sans facteur de remplacement sont en cours de développement et pourraient être proposés aux patients dans les

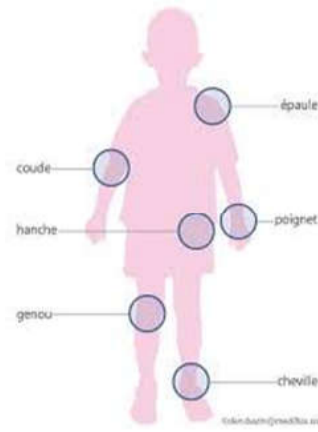
prochaines années. Les personnes atteintes d'hémophilie A mineure ou modérée peuvent parfois utiliser la desmopressine (également appelée DDAVP) pour traiter des saignements mineurs. La desmopressine est une hormone synthétique qui stimule la libération du facteur VIII stocké dans les vaisseaux.

L'acide tranexamique est un médicament anti-fibrinolytique qui peut être administré comme traitement complémentaire par comprimé ou injection afin d'empêcher la dégradation des caillots sanguins. Il est particulièrement utile pour les saignements qui touchent les muqueuses, comme celles du nez, de la bouche ou de l'utérus. L'acide epsilon-aminocaproïque est semblable à l'acide tranexamique et se présente sous forme de comprimé, sous forme liquide et peut également être administré par voie intraveineuse.

Le cryoprécipité et le plasma frais congelé ne sont normalement pas soumis à des procédures d'inactivation virale, ce qui signifie qu'ils sont souvent moins sûrs que les concentrés de facteur de coagulation en matière de contamination virale.

La thérapie génique est une option thérapeutique prometteuse pour l'hémophilie.

Au lieu d'utiliser des concentrés de facteur de coagulation pour augmenter le taux de facteur et prévenir les saignements, les hématologues pourraient être en mesure d'utiliser la thérapie génique pour fournir aux patients une copie saine du gène défectueux. Cela signifie que l'organisme d'une personne pourrait alors produire lui-même suffisamment de facteur de coagulation pour prévenir les saignements et réduire le besoin d'injecter le facteur correspondant. Plusieurs thérapies géniques font l'objet d'essais cliniques.



Au moment de la publication de la présente brochure (2022), seul un traitement a obtenu une autorisation de mise sur le marché, et d'autres devraient être approuvés dans un avenir proche.

On ne guérit pas de l'hémophilie, mais avec un traitement adapté, les personnes qui en sont atteintes peuvent mener une vie normale et en bonne santé. Sans

traitement, les personnes atteintes d'hémophilie sévère peuvent avoir du mal à fréquenter l'école ou leur milieu de travail régulièrement.

### À quel moment un traitement doit-il être administré ?

À l'heure actuelle, la norme de soins pour les personnes atteintes d'hémophilie sévère est la prophylaxie. La prophylaxie est l'administration régulière (par voie intraveineuse, sous-cutanée ou autre) d'un traitement avec ou sans facteur de remplacement dans le but de prévenir les saignements (en particulier les saignements articulaires récurrents ou mettant la vie en danger) chez les personnes atteintes d'hémophilie.

Le traitement à la demande consiste à administrer le facteur uniquement en cas de saignement actif, notamment lorsque survient :

- un saignement articulaire ;
- un saignement musculaire, notamment dans les bras et les jambes

; une lésion au cou, à la bouche, à la langue, au visage et aux yeux ;

- des coups sévères à la tête et des migraines inhabituelles ;
- un saignement abondant ou persistant, quel que soit le site ;
- une douleur aiguë ou un gonflement, quel que soit le site ;
- toute plaie ouverte nécessitant des points de suture ;
- tout accident susceptible de provoquer un saignement.

Avant toute intervention chirurgicale, notamment toute intervention dentaire, ou toute autre activité susceptible de provoquer des saignements, il est possible d'administrer un traitement supplémentaire. Avant l'accouchement, il est recommandé aux femmes enceintes avec l'hémophilie de faire doser leur taux de facteur VIII ou IX, afin de déterminer si un traitement supplémentaire est nécessaire.

## MALGRÉ DES SYSTÈMES DE SANTÉ FRAGILES EN AFRIQUE Les jeunes en tête d'un classement mondial de santé mentale

(suite de la page 6)

génération connaît une dégradation marquée. Selon le rapport, les 18-34 ans sont aujourd'hui quatre fois plus susceptibles que les plus de 55 ans de souffrir de troubles psychologiques sévères. Environ 41 % des jeunes adultes connectés à internet seraient même en situation de « crise mentale ».

Pour les chercheurs, cette tendance s'explique en partie par les transformations rapides des modes de vie dans les pays industrialisés. En revanche, l'Afrique subsaharienne semble bénéficier de plusieurs facteurs protecteurs. Parmi eux, l'adoption plus tardive des smartphones joue un rôle déterminant.

En Tanzanie, par exemple, l'âge moyen d'accès à un premier smartphone est de 18 ans, contre moins de 13 ans aux États-Unis. Cette exposition plus tardive aux écrans limiterait certains effets négatifs liés à l'hyperconnexion.

L'alimentation constitue également un facteur clé. Moins dépendantes des produits ultra-transformés, les populations africaines conserveraient des habitudes alimentaires plus saines. À cela s'ajoutent des liens familiaux généralement plus solides et un niveau de spiritualité élevé, qui contribuent à renforcer le bien-être psychologique.

Ces résultats positifs contrastent toutefois avec les réalités structurelles du

continent. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les investissements dans la santé mentale en Afrique restent extrêmement faibles. Les gouvernements consacrent en moyenne seulement 0,46 dollar par habitant à ce secteur, bien en deçà des 2 dollars recommandés pour les pays à faible revenu. Le manque de professionnels spécialisés constitue également un défi majeur. Dans certains pays comme le Kenya, on compte à peine un spécialiste pour un million d'habitants, limitant considérablement l'accès aux soins.

| DATES                             |   | RÉSULTATS  |  |  |  |
|-----------------------------------|---|--|--|--|--|
| <b>VENDREDI</b><br>10 - 04 - 2026 | VENDREDI : 10 / 04 / 2026 TIRAGE N° 554 09H00<br>06 76 27 28 59<br>34 87 71 51 39   | VENDREDI : 10 / 04 / 2026 TIRAGE N° 903 13H00<br>35 17 28 09 14<br>59 42   | VENDREDI : 10 / 04 / 2026 TIRAGE N° 145 18H00<br>11 66 22 34 29  |  |  |
|                                   | SAMEDI : 11 / 04 / 2026 TIRAGE N° 555 09H00<br>17 15 04 10 64<br>83 42 24 88 19   | SAMEDI : 11 / 04 / 2026 TIRAGE N° 459 13H00<br>69 04 74 86 50  | SAMEDI : 11 / 04 / 2026 TIRAGE N° 146 18H00<br>46 36 03 27 73  |  |  |
|                                   | LUNDI : 13 / 04 / 2026 TIRAGE N° 556 09H00<br>89 63 75 62 23<br>06 13 74 82 32  | LUNDI : 13 / 04 / 2026 TIRAGE N° 1312 13H00<br>86 89 68 10 46  | LUNDI : 13 / 04 / 2026 TIRAGE N° 145 18H00<br>38 17 03 74 39   |  |  |
|                                   | GROS LOTS DU TIRAGE N°903 DE LOTO KADOO DU 10 AVRIL 2026<br>@ DAPAONG<br># Point de vente 10148<br>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA | GROS LOTS DU TIRAGE N°145 DE LOTO KING DU 10 AVRIL 2026<br>@ ADÉTICOPE<br># Point de vente 50526<br>* Un (01) gros lot de 1.500.000 FCFA | GROS LOTS DU TIRAGE N°459 DE LOTO Sam DU 11 AVRIL 2026<br>@ DAPAONG<br># Point de vente 10124<br>* Deux (02) super gros lots d'une valeur totale de 5.000.000 FCFA | GROS LOTS DU TIRAGE N°145 DE LOTO GOLD DU 13 AVRIL 2026<br>@ MANGO<br># Point de vente 10523<br>* Un Super (01) gros lot de 2.500.000 FCFA | GROS LOTS DU TIRAGE LOTTO DIAMANT NUMÉRO 1312 DU 13 AVRIL 2026<br>@ LOMÉ<br># Point de vente 50769<br>* Un gros lots (01) de 1.250.000 FCFA<br><br># Point de vente 70341<br>* Deux gros lots (02) d'une valeur totale de 2.500.000 FCFA |



TOUS LES MARDIS **13H**

# LOTO CASH



## LOTO CASH



NUMÉRO VERT 8600

LonatoLoto590

[www.lonato.tg](http://www.lonato.tg)